Des députés PS ne voteront pas le «pacte de stabilité». «Mises en garde» du PS. Le soutien à Valls s'organise (MàJ)

27/04/2014 à 13h07

Addendum 27.0'.2014 : Plan d'économies : 20 députés PS soutiennent Manuel Valls

Répondant aux 90 députés socialistes "frondeurs", 20 députés PS soutiennent Manuel Valls et l'annoncent dans une tribune publiée ce dimanche dans le JDD.

« **Courage, avançons ! Souveraineté, crédibilité, responsabilité** : pourquoi nous soutenons le gouvernement », tel est le titre de cet appel, initié par Philippe Doucet (député PS du Val d'Oise).

> *Quant aux municipales, les 20 signataires estiment qu'il ne s'agissait pas là d'un vote sanction de refus du «redressement financier», **mais d'un «besoin de clarté»**. Les Français demandent «de fixer un cap, et de s'y tenir», analysent-ils.*

«*Arrêtons de faire croire que la solution consiste dans la mise en oeuvre d'un programme de 35 milliards d'euros plutôt que 50*», assènent les élus. Et de rappeler que la dette française dépasse 57 % de notre PIB, «*triste record dans l'histoire du pays* ».

Le Point

«Cette affaire» du vote mobilise Matignonla présidence du groupe PS de l'Assemblée nationale, le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, et les quelques députés qui passeront des coups de fil dans les

prochains jours pour tenter de convaincre les collègues qu'ils savent hésitants. , En creux, un membre du groupe socialiste de l'Assemblée admet d'ailleurs que ces députés indécis sont nombreux. «Les deux tiers voteront le programme de stabilité mardi. Bon an mal an, ils pensent qu'ils ne peuvent pas à la fois s'opposer aux hausses d'impôts et ensuite refuser les économies», estime-t-il au groupe. Les hésitants représenteraient donc un tiers des troupes, soit tout de même une petite centaine de députés. Combien seront-ils au final à ne pas voter? Une vingtaine au minimum. Peut-être beaucoup plus. «*Nous pourrions être une quarantaine*», affirme un député frondeur quand un autre table sur «70». Chez les alliés du PS, les troupes ne sont pas plus vaillantes. Les députés EELV hésitent entre abstention et vote contre.

Le Figaro

Christian Paul, Jean-Marc Germain et Laurence Dumont députés PS publie une tribune dans Libération intitulée : «Pourquoi nous ne voterons pas le pacte de stabilité». Ministres et dirigeants PS multiplient les mises en garde à l'adresse des récalcitrants. En particulier, le président du groupe PS à l'Assemblée, Bruno Le Roux, a évoqué des «sanctions».



Les 50 milliards d'économies créent un risque majeur de récession et peuvent être considérablement atténués si les aides aux entreprises sont mieux ciblées : pourquoi s'enferrer ?

Notre désaccord ne s'exprime pas simplement dans les milliards de la macroéconomie, mais d'abord dans les euros de la vie

quotidienne. Où est la justice quand, pour financer la baisse des prélèvements des entreprises, on envisage la baisse du pouvoir d'achat des pensions de retraite, des allocations familiales, des aides au logement et du traitement des fonctionnaires, y compris les plus modestes ?
Car il faut appeler un chat un chat, c'est bien de cela qu'il s'agit quand on gèle des prestations alors que les prix augmentent. […]
Libération

Il ne reste que quatre jours à l'exécutif pour tenter de ramener à la raison les députés PS qui menacent de ne pas voter le programme de stabilité. Et c'est la méthode musclée qui a été choisie. Alors que Manuel Valls a confirmé jeudi un geste «fort» pour les petites retraites en dépit des risques juridiques que comporte une telle mesure, ministres et dirigeants PS multiplient les mises en garde à l'adresse des récalcitrants. Mezzo voce ou plus explicitement. «*Chaque député de la majorité est là parce qu'il y a une majorité. Et chacun sait que cette majorité, elle est issue d'une majorité présidentielle. Chacun doit être en cohérence. Mais chacun a droit à ses colères*», a redit jeudi sur France Info le ministre de l'Économie Michel Sapin, soucieux tout de même de se montrer à la fois ferme et ouvert.

> *Pourtant, il est bien question de sanctionner les députés indisciplinés qui ne voteront pas le plan mardi. À tout le moins, d'agiter cette menace «afin d'éviter que la grogne ne gagne les parlementaires PS hésitants», confie un député frondeur. La décision de durcir le ton aurait été prise «à l'Élysée mercredi matin», assure un pilier du groupe PS.*

Mais quelle pourrait être au juste la nature des sanctions? L'exclusion du groupe PS fait partie des menaces brandies. «*Quand on n'est pas heureux de vivre ensemble, on ne vit plus ensemble. Vous ne croyez pas ?*», interroge à dessein un élu. […]
Le Figaro